

## ACHATS PUBLICS DURABLES

# Le levier vert des pouvoirs publics

La consommation de biens et de services est l'un des principaux facteurs de pollution dans le monde. Toutefois, en achetant selon des critères écologiques et sociaux, on peut contribuer à créer une économie plus durable. En raison de leur poids sur le marché, les pouvoirs publics sont en mesure de jouer un rôle clé dans cette évolution. *Texte : Lucienne Rey*

C'est derrière une façade grise et austère, dans un charmant quartier résidentiel de Berne, que le domaine Achats et coopération d'Armasuisse a son siège. Ce centre de compétences quelque peu particulier est responsable de l'achat de tous les uniformes et vêtements professionnels des employés de la Confédération : depuis la tenue de chauffeur du Conseil fédéral jusqu'au tablier blanc des cuisinières de cantine, en passant par la blouse du personnel de nettoyage ou la combinaison étanche des pilotes de F/A-18. Le budget total pour l'achat de vêtements professionnels était d'environ 72 millions de francs en 2014. Autant dire qu'un tel montant pèse beaucoup sur le marché et peut contribuer au lancement et à la promotion de processus et de produits durables.

### L'exemple d'Armasuisse

Les pouvoirs publics ne peuvent pas attribuer à leur guise des marchés aux prestataires de leur choix, même si ceux-ci répondent aux exigences les plus élevées. En effet, la loi fédérale sur les marchés publics (LMP) et l'accord sur les marchés publics (AMP) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) exigent de l'administration qu'elle lance des appels d'offres selon des règles strictes. L'égalité de traitement entre soumissionnaires doit notamment y être respectée, que leur siège soit situé en Suisse ou à l'étranger. Toute restriction, par exemple le fait de préférer des produits portant

un label de qualité national, exclurait d'emblée les fournisseurs étrangers, ce qui serait contraire aux bases légales.

Les spécifications techniques d'une prestation (en l'occurrence les vêtements sur la liste d'achats du service spécialisé d'Armasuisse) précisent les caractéristiques fonctionnelles et visuelles du produit demandé. Mais le catalogue d'exigences contient aussi des prescriptions relatives au processus de production. « Les huit normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) font toujours partie de nos conditions de base, comme le prévoit la LMP », indique Andreas Stier, d'Armasuisse. Elles remplissent les critères essentiels de la viabilité sociale, notamment le droit des salariés à des négociations collectives ainsi que l'interdiction du travail forcé, du travail des enfants et de toute sorte de discrimination. Une évidence d'un point de vue suisse, mais pas forcément

l'effondrement en avril 2013 a causé la mort de plus de 1100 personnes.

### Transparence, critères durables et contrôles indépendants

Le domaine Achats et coopération est un prestataire dont le but est de procurer les meilleurs produits aux services de l'administration publique. En 2015, le service civil l'a contacté afin d'obtenir des vêtements de travail issus d'une production équitable et écoresponsable. Une demande à laquelle Armasuisse a accédé en prenant pour référence un label de qualité international : « Tous les vêtements destinés au service civil devaient satisfaire aux prescriptions du référentiel GOTS (Global Organic Textile Standard) », explique Andreas Stier. Cette norme prévoit toute une série de critères sociaux à respecter, mais aussi bon nombre d'exigences environnementales d'un bout à l'autre de la chaîne de

*Le domaine Achats et coopération est un prestataire dont le but est de procurer les meilleurs produits aux services de l'administration publique.*

dans le secteur de l'habillement : « Le domaine du textile est une activité à haut risque », ajoute Andreas Stier en rappelant la catastrophe du Rana Plaza, cet immeuble du Bangladesh qui abritait plusieurs ateliers de confection et dont

production. Ainsi, seuls peuvent obtenir le label GOTS les textiles comportant au minimum 70 % de fibres biologiques certifiées. Les additifs chimiques et les colorants sont, eux aussi, soumis à des conditions strictes. Enfin, toutes les



**Responsable des achats de tous les vêtements destinés aux employés de la Confédération, Armasuisse teste non seulement les aspects techniques comme la résistance à la déchirure, mais contrôle aussi les conditions écologiques et sociales de la production des textiles.**

*Photos : copyright ©VBS/DDPS*

entreprises liées à la production d'un vêtement certifié GOTS sont tenues de réduire leurs quantités de déchets et d'eaux usées.

Le label GOTS ne doit cependant pas constituer une condition lors des appels d'offres, mais simplement une référence. Dans notre exemple du service civil, les fournisseurs de produits non estampillés GOTS ont ainsi pu soumissionner pour autant qu'ils respectent des principes comparables. L'offre retenue au final fut celle d'une entreprise suisse figurant dans la base de données publique de GOTS.

Reste à savoir si les prestataires satisfont effectivement à ces exigences techniques et organisationnelles. Armasuisse effectue pour une part ses propres contrôles et s'en remet pour une autre

part aux inspections menées par des organisations professionnelles telles que la Société Générale de Surveillance (SGS). Lorsqu'un vêtement lui est livré, il est soumis à des tests de résistance physique dans son propre laboratoire. Sont examinés notamment sa résistance au frottement, son degré d'étanchéité et la résistance à la déchirure, qui mesure à quel point un trou dans le tissu peut s'agrandir. C'est un travail de taille, mais le jeu en vaut la chandelle : « Nos fournisseurs savent que nous ne nous laissons pas duper », précise Andreas Stier.

#### **La Suisse latine réunie au sein de Coord21**

Tous les services administratifs ne disposent cependant pas des mêmes moyens et possibilités qu'Armasuisse, qui peut être amené à commander des chemises

et des chemisiers pour plus d'un million de francs en une fois. Les quantités que nécessitent les offices cantonaux, en revanche, sont bien moindres : « Nous avons besoin d'équipements de protection individuelle pour 330 personnes seulement », confirme Valérie Bronchi, responsable de projets auprès de l'Unité de développement durable du Département des infrastructures et des ressources humaines du canton de Vaud. Ce dernier a inscrit la mise en œuvre de l'Agenda 21 à son programme de législature 2012-2017. Il peut se référer pour ce faire au *Guide des achats professionnels responsables*, un document édité conjointement par les cantons de Vaud et de Genève et l'Association des communes genevoises. En se regroupant et en s'unissant, des acteurs plus modestes peuvent en effet

renforcer leur position sur le marché. La Confédération l'a bien compris et a apporté son soutien à cette collaboration.

La Suisse latine, de manière générale, apprécie de travailler de concert: c'est ainsi que les services d'approvisionnement de Suisse romande et du Tessin se sont regroupés au sein de l'association Coord21, qui s'engage dans une démarche de développement durable.

Lorsque les achats comportent des risques, c'est-à-dire en particulier pour l'électronique et le textile, Valérie Bronchi applique des critères supplémentaires: «Nous contrôlons par exemple si l'entreprise en question dispose d'un code de conduite, si une personne spécialement désignée à cet

matière première utilisée est maintenue sur plusieurs cycles de vie du produit. La possibilité de réparer un produit est aussi un critère de sélection: «Il est important de pouvoir changer l'assise sans grandes complications.»

Le matériel informatique, quant à lui, est le principal instrument de travail de l'administration, et son acquisition requiert une attention toute particulière, d'autant que les matières premières nécessaires à la création des composants électroniques proviennent de régions en conflit ou sont extraites dans des conditions extrêmement douteuses. Ici encore, la Suisse romande a fait le choix de la collaboration: avec l'association PAIR (Partenariat des achats informatiques

tendance au niveau mondial à mettre sur les rails des projets cleantech par le biais des administrations publiques et, partant, à promouvoir des innovations susceptibles de préserver les ressources. Un doublé gagnant, pour l'environnement comme pour les services officiels (et donc les contribuables): une étude d'impact réalisée par un programme d'acquisition écologique de la ville de Vienne, en Autriche, a montré qu'il était possible de réduire de 15 000 tonnes chaque année les émissions de CO<sub>2</sub> tout en économisant 1,5 million d'euros.

Quant aux clients privés, ils ont, eux aussi, tout à gagner en découvrant sur le marché toute une offre de produits «verts». Les marchés publics écologiques peuvent infléchir la demande et donc ouvrir la voie à une économie verte. Ils représentent d'ailleurs une mesure phare du plan d'action correspondant pour la période 2016-2019. C'est aussi une question de crédibilité: lors d'un achat, il s'agit d'honorer des principes que les pouvoirs publics attendent également des citoyens. Marie-Amélie Dupraz-Ardiot en est convaincue: «L'administration publique doit être un exemple à suivre. Nous ne devons pas seulement prêcher la bonne parole, mais aussi agir en conséquence.»

## *Pour tous les appels d'offres, un questionnaire permet d'évaluer l'engagement des différents candidats en faveur du développement durable.*

effet veille à son application et où elle se situe dans l'organigramme de la société. Nous vérifions aussi si des organisations indépendantes externes effectuent des audits et si les résultats sont rendus publics.» Et pour tous les appels d'offres, un questionnaire permet d'évaluer l'engagement des différents candidats en faveur du développement durable.

### **Des choix qui comptent**

Lorsque les pouvoirs publics prennent en compte non seulement le prix d'un produit, suisse ou étranger, mais aussi sa qualité et ses conditions de production, ils accroissent la compétitivité des fournisseurs de biens écologiques de haute qualité. Le canton de Vaud, pour sa part, a gravé les principes de la durabilité dans son cahier des charges, comme l'indique Valérie Bronchi: «Lorsque nous achetons des sièges de bureau, par exemple, nous veillons à ce que leurs composants soient recyclables. Celui que nous achetons le plus souvent dans le canton porte même le label «Cradle to Cradle».» Ce type d'objet ne produit quasiment aucun déchet, car la qualité de la

romands), elle lance des appels d'offres pour d'importantes quantités d'ordinateurs, d'imprimantes et d'accessoires électroniques, ce qui lui permet aussi de négocier des conditions plus avantageuses. Elle précise en outre les spécificités techniques, mais aussi les critères relatifs aux conditions d'environnement et de travail. Le canton de Vaud, lui, a aussi rejoint Electronics Watch à l'été 2016; cet important réseau international d'organisations de monitoring a pour objectif de surveiller les conditions de travail dans la branche de l'électronique.

### **Un gain à la fois environnemental et économique**

La Suisse a beau être un petit pays, elle a néanmoins tout pour être un acteur de poids sur le marché mondial. Marie-Amélie Dupraz-Ardiot, responsable des marchés publics écologiques à la section Consommation et produits de l'OFEV, l'explique: «Nos pouvoirs publics dépensent chaque année près de 40 milliards de francs en biens et en services, soit environ 6% du produit intérieur brut.» Elle constate aussi une

Pour en savoir plus:

[www.bafu.admin.ch/magazine2017-1-12](http://www.bafu.admin.ch/magazine2017-1-12)



**CONTACT**  
Marie-Amélie Dupraz-Ardiot  
Section Consommation et produits  
OFEV  
+41 58 463 30 07  
marie-amelie.dupraz-ardiot@bafu.admin.ch

## Mission Dahu

Les sports et loisirs d'hiver à la montagne génèrent des déchets et du trafic. Ils exercent ainsi des effets négatifs sur l'environnement. Mission Dahu a pour but de sensibiliser les jeunes à cette problématique. Élaboré par la Summit Foundation et destiné aux enfants de 10 à 12 ans, ce jeu inclut un manuel pédagogique, des fiches théoriques, des fiches de missions et d'autres supports, ainsi qu'une application gratuite à télécharger. À travers le jeu, les participants comprennent comment la pratique du ski ou de la luge affecte l'environnement et que faire pour réduire cet impact. Cinq thématiques sont abordées : faune et flore, déchets, transports, matériel de sport et alimentation. Le principe de l'animation est de proposer aux enfants de partir en mission avec le dahu, cet animal alpin imaginaire, et de réussir des épreuves de durée et d'approche variables (réflexion, jeu de rôle, création, enquête...). Les activités peuvent se dérouler autant à l'intérieur qu'en plein air.

[www.summit-foundation.org/mission-dahu](http://www.summit-foundation.org/mission-dahu) ;

Florine Dupasquier, Summit FOUNDATION, Vevey,  
+41 21 626 05 55



# Filières et formations

## Du village au quartier urbain

À quoi ressemblerait le lieu où j'habite il y a 150 ans ? Comment le bâti et le paysage ont-ils évolué depuis ? Et quelle influence en a-t-il résulté sur la vie des gens ? C'est à ces questions que tente de répondre *La trace du temps*, un outil pédagogique en ligne destiné au niveau secondaire I. Grâce à des cartes détaillées, une galerie d'illustrations historiques et des commentaires d'élèves, de présidents de commune ou d'entrepreneurs de différentes époques, on découvre par exemple, comme le village rural de Bümpliz (BE) s'est transformé en quartier urbain. *La trace du temps* a été développée par LerNetz SA et la Haute école pédagogique de Berne, sur mandat de l'OFEV.

En français et en allemand : [www.zeitspur.ch/home/fr](http://www.zeitspur.ch/home/fr) ;  
+41 31 312 44 83

### Consommer en respectant le climat

Le jeudi 11 mai 2017 aura lieu à Carouge (GE) une formation en complément de celle sur les achats professionnels responsables décrite ci-dessus (les deux peuvent se suivre séparément). Il y sera question de réduction de CO<sub>2</sub> et de consommation énergétique lors d'achats de biens et de services. Le cours est organisé dans le cadre du Plan climat cantonal en collaboration avec la Haute école de gestion de Genève. Les participants apprendront entre autres à intégrer les dimensions « carbone » et « énergie » dans leurs appels d'offres et à estimer les économies réalisées.

[www.hesge.ch/heg/achats-climat](http://www.hesge.ch/heg/achats-climat) ;  
veronique.diebold@etat.ge.ch,  
+41 22 388 19 48

### Cafés scientifiques

Dans le cadre des cafés scientifiques, les citoyens peuvent discuter de thèmes liés à la science avec des chercheurs et des responsables du monde politique et de la société. La fondation Science et Cité aide ses partenaires à mettre sur pied de telles manifestations, notamment à Genève, Lausanne, Fribourg, Neuchâtel et Sion, ou en organise elle-même à Berne et à Thoune. Elle a également mis en ligne un site qui réunit tous les projets visant à rapprocher la science des citoyens en Suisse.

[www.science-et-cite.ch/fr/](http://www.science-et-cite.ch/fr/)  
[www.tous-scientifiques.ch](http://www.tous-scientifiques.ch) ;  
+41 31 306 92 80

### Bien se nourrir dès le berceau

Qu'est-ce qui fait qu'une alimentation est durable ? C'est la thématique sur laquelle se penche la nouvelle brochure Fourchette verte – Ama terra, *Principes et recommandations pour une alimentation durable destinée aux enfants et aux adolescents*. Il y est notamment question d'écobilans, de labels, de gaspillage, d'emballages, de produits de saison, du bio ou encore de menus sans viande. [www.fourchetteverte.ch](http://www.fourchetteverte.ch) > Ama terra > Documents > Brochure de base Fourchette verte – Ama terra ; Fédération Fourchette verte Suisse, +41 21 623 37 18

## Achats professionnels responsables

Les achats responsables deviennent incontournables pour les collectivités publiques. En plus de viser une amélioration globale de la qualité des produits et des services, ils encouragent l'innovation. Pour en persuader les communes et les entreprises, le Service cantonal du développement durable et la Haute école de gestion de Genève organisent une formation continue les 30 et 31 mars 2017. Quels sont les principaux enjeux des achats responsables ? Comment construire une stratégie allant dans ce sens ? Comment assurer sa mise en œuvre ? La formation répondra à ces interrogations et abordera la thématique du choix des fournisseurs et des produits dans le respect de l'environnement et des normes sociales, avec un contenu adapté à la future norme ISO 20400. Les cours seront ponctués d'illustrations et de témoignages (Centrale commune d'achats de Genève et société Caran d'Ache, notamment). Il sera question de l'approche stratégique le premier jour, et de l'approche opérationnelle le second.

Inscription : [www.hesge.ch/heg/achats-responsables](http://www.hesge.ch/heg/achats-responsables) ;  
renseignements : [veronique.diebold@etat.ge.ch](mailto:veronique.diebold@etat.ge.ch),  
+41 22 388 19 48

### CAS Tourisme

Un *Certificate of advanced studies* (CAS) en tourisme, innovation et durabilité est proposé ce printemps par la Faculté des géosciences et de l'environnement (FGSE) sur le site séduis de l'Université de Lausanne. Il comprendra douze jours de formation et permettra aux participants de saisir les enjeux liés au tourisme durable, de connaître et de mettre en place de bonnes pratiques en la matière, d'être à même d'élaborer une stratégie d'adaptation au changement climatique et de savoir évaluer un projet touristique sous l'angle de la durabilité.

[www.formation-continue-unil-epfl.ch/tourisme-innovation-durabilite](http://www.formation-continue-unil-epfl.ch/tourisme-innovation-durabilite) ;  
Christophe Clivaz, professeur associé à la faculté de FGSE, UNIL,  
+41 27 205 73 31